

DE BUENOS AIRES



N°45 – Du 4 au 10 novembre 2022

Zoom – Au Chili, le président Gabriel Boric présente la mère des réformes sociales : la réforme des retraites

Alors qu'elle était très attendue – le système de retraite ayant été l'une des principales revendications des mouvements sociaux de la fin 2019 – la réforme des retraites, promise par le président Gabriel Boric qui a été élu sur un programme très social, a été présentée le 2 novembre lors d'une allocution télévisée. La réforme veut mettre fin au monopole des administrateurs de fonds de pension privés (AFP) qui gèrent les retraites. Elle se veut innovante, en mixant l'approche par capitalisation individuelle avec celle par répartition, en s'appuyant sur trois acteurs. Les travailleurs, tout d'abord, contribueront au pilier de capitalisation individuelle à travers une cotisation obligatoire de 10,5% de leur salaire mensuel brut (contre 10,0% actuellement). De leur côté, les employeurs contribueront au système à travers une nouvelle cotisation de 6,0% du salaire mensuel brut de leurs employés, dont 30% devraient servir à abonder un nouveau fonds de solidarité. Enfin, l'État contribuera au système en assurant la pension universelle garantie (PGU), une prestation non contributive visant à assurer un minimum vieillesse à l'ensemble des retraités, mais aussi la gestion du tout nouveau fonds public de solidarité et un rôle d'administration et de gestion d'une partie des fonds de pension des Chiliens. En effet, l'État chilien devrait récupérer le rôle d'administration des fonds, qui sera assuré par l'Administrateur autonome des pensions (APA), mettant ainsi fin aux frais de gestion importants pratiqués par les AFP (0,69 à 1,45% de la rémunération imposable pour les cotisants). Concernant la gestion de leurs fonds, les Chiliens pourront choisir entre un investisseur public (l'investisseur de pensions public et autonome, IPPA) ou des investisseurs privés (les investisseurs de pensions privés, IPP). Ces alternatives publiques et privées seront ainsi mises en concurrence, permettant une plus grande transparence et une meilleure rentabilité des fonds de pension. Si elle relève le taux de cotisation, la réforme proposée n'est que « semi-structurelle », puisqu'elle ne supprime pas totalement le système par capitalisation et ne touche pas, pour l'instant, à l'âge de départ à la retraite, fixé à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes (et ce, au détriment des recommandations du FMI et de l'OCDE). Avec cette réforme, le gouvernement entend augmenter le taux de remplacement du système, c'est-à-dire le pourcentage de son revenu qu'un actif perçoit une fois retraité (actuellement autour de 40%, contre 60% pour la moyenne de l'OCDE). Il entend donc également augmenter les pensions, de 46% chez les hommes et 52% chez les femmes. Ces hausses devraient être permises par celle du taux de cotisation, mais aussi par la revalorisation des filets sociaux, notamment de la PGU. Celle-ci passerait ainsi de 210 USD à 272,50 USD, soit une hausse de 28,9% qui devrait être financée par les ressources mobilisées grâce à la réforme fiscale actuellement discutée au Parlement. Par ailleurs, le fonds public de solidarité qui devrait centraliser une partie de la nouvelle cotisation de 6,0% des employeurs devrait servir à compenser les écarts de retraite dus, entre autres, aux inégalités de genre et intergénérationnelles. L'ensemble de ces mesures vise à lutter contre la pauvreté et les inégalités de genre causées par l'actuel système de retraite privé par capitalisation, mis en place en 1981 sous la dictature d'Augusto Pinochet. 72% des pensions sont ainsi inférieures au salaire minimum, alors que l'écart entre les pensions perçues par les hommes et celles perçues par les femmes est de 49%. Cette réforme se fait d'autant plus pressante que les futures pensions ont été très largement affectées par les retraits anticipés de l'épargne retraite autorisés au cours de la pandémie (environ 20% du PIB). La réforme doit toutefois encore être débattue au Parlement et pourrait être largement modifiée.

LE CHIFFRE À RETENIR

72%

Part des retraites qui
sont inférieures au
salaire minimum

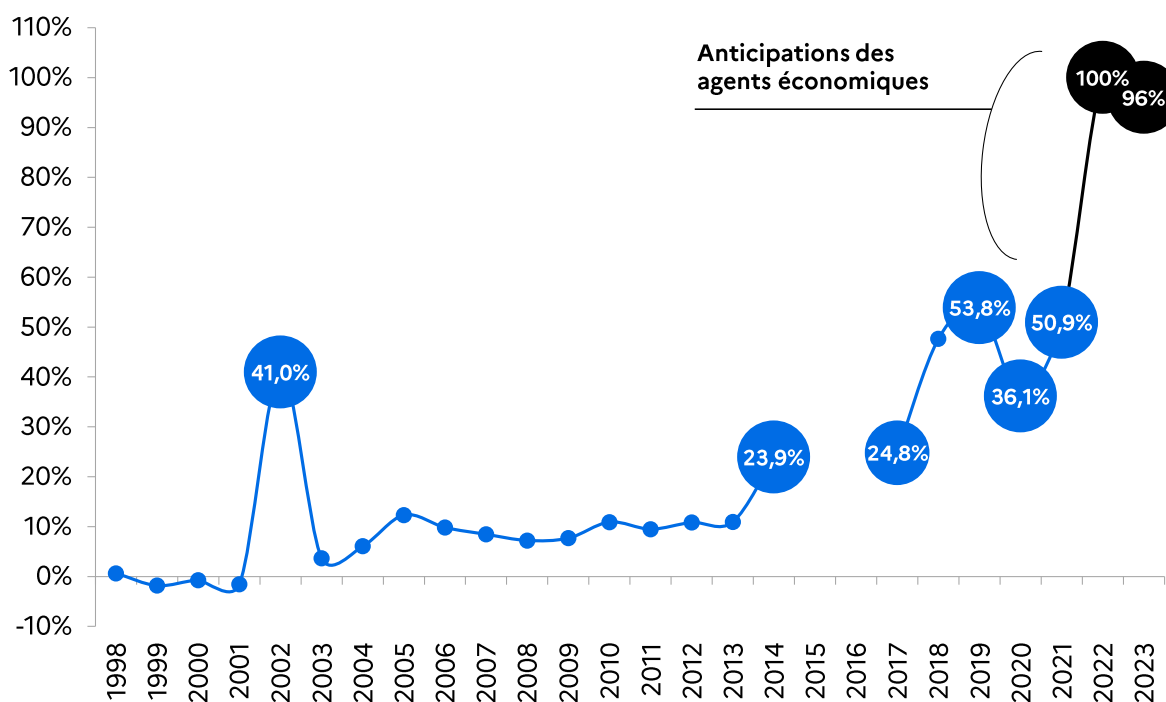
Principaux indicateurs macroéconomiques

	Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels - 2021				
Croissance du PIB réel	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	50,9%	7,1%	6,8%	8,0%
Solde budgétaire (% du PIB)	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations - 2022				
Croissance du PIB réel - FMI	4,0%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	4,8%	2,3%	0,1%	5,2%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	100,0%	12,6%	8,9%	9,0%
Pour mémoire				
PIB nominal de 2021 (Mds USD)	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Inflation annuelle (fin de période, glissement annuel)



Sources : FMI, Banque centrale, SER Buenos Aires

ARGENTINE

L'évolution des indicateurs avancés en septembre confirme un atterrissage en douceur de l'économie sur la fin de l'année

L'activité économique de l'industrie et de la construction, qui font partie des moteurs de l'économie argentine, s'est bien portée en septembre, malgré un certain ralentissement qui signale un essoufflement après les taux de croissance soutenus enregistrés au cours du 1^{er} semestre de 2022.

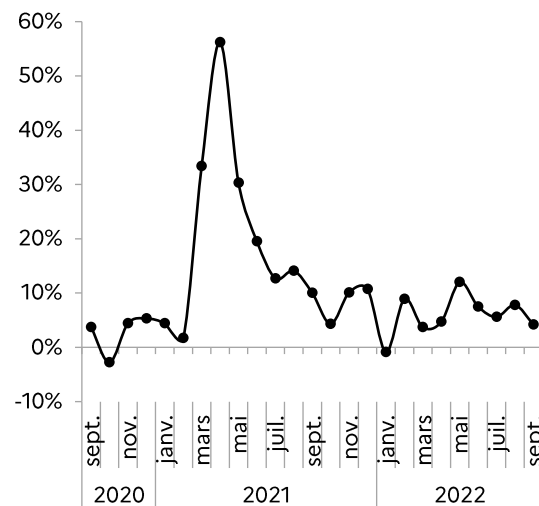
En effet, ces secteurs ont enregistré des variations interannuelles positives, de près de 4,2% pour l'industrie (après +7,8% en août et +5,6% en juillet) et d'environ 5,2% pour la construction (après, respectivement, +7,3% et +5,2%). Toutefois, leur activité a reculé en glissement mensuel en désaisonnalisé, de 0,2% pour l'industrie (après +0,5% en août) et 2,9% pour la construction (après -2,3%). En cumulé depuis le début de l'année, l'activité industrielle a progressé de 6,0% et celle de la construction de 6,3%.

Concernant l'industrie, elle a été portée par le secteur automobile (+13,4% en glissement annuel), qui a ainsi enregistré une hausse des exportations de 40,3% et une croissance des ventes d'automobiles sur le marché intérieur de 36,4%. De plus, parmi les autres secteurs de l'industrie qui ont enregistré des taux de croissance notables se trouvent également le textile (+7,8% en glissement annuel) ainsi que le secteur minier (+7,9%).

Concernant le secteur de la construction, l'emploi a progressé de 27,9% en glissement annuel en septembre, totalisant ainsi environ

443.000 employés. Il est cependant pénalisé par une diminution de la superficie autorisée par les permis de construction, de 12,5%. Le ralentissement de ce secteur est aussi dû aux attentes mitigées des grands acteurs de la construction vis-à-vis du niveau d'activité attendu pour la fin de l'année.

Croissance de la production industrielle (glissement annuel)



Sources : INDEC, SER Buenos Aires

Ces bons résultats conduisent les agents économiques à tabler sur une croissance à 4,8% pour 2022 (+0,7 point de pourcentage (p.p.) par rapport à leurs anticipations de septembre) et de 0,9% pour 2023 (-0,1 p.p.). En outre, les anticipations d'inflation ont été revues à la baisse, avec un taux de 100,0% en fin de période en 2022 (-0,3 p.p.). Toutefois, les anticipations d'inflation ont été revues à la hausse pour 2023 et 2024, puisqu'elles sont désormais fixées à 96,0% (+5,5 p.p.) et 69,6% (+2,2 p.p.).

La Banque mondiale et l'AFD financent 675 MUSD pour la modernisation de la ligne ferroviaire de passagers « Belgrano Sur »

La Banque mondiale et l'AFD financeront à hauteur de 675 MUSD (dont 75 MUSD qui seront apportés par l'AFD) la modernisation de la ligne ferroviaire de passagers « Belgrano Sur », sur ses deux branches « M » et « G », qui totalisent 65 km au Sud de Buenos Aires.

Ce projet s'intègre dans la troisième phase d'un programme global de rénovation de la ligne « Belgrano Sur » mis en place par les autorités argentines.

Le projet est divisé en trois composantes. La 1^{ère} regroupe les travaux ferroviaires (655 MUSD), destinés au renouvellement et à la modernisation des infrastructures de la ligne (voies, signalisations et télécommunications, passages à niveau et aménagements urbains, travaux de génie civil, électrification, entre autres). Le marché visant à fournir le nouveau matériel roulant pour la ligne n'est toutefois pas intégré à ce projet.

La 2^{ème} composante regroupe l'assistance technique (18,5 MUSD), qui correspond aux services de conseil spécifiques ainsi qu'aux activités qui visent à renforcer les capacités institutionnelles. Enfin, la 3^{ème} composante (1,5 MUSD) comportera une provision pour d'éventuelles interventions d'urgence.

Les travaux prévus bénéficieront à près de 65.000 passagers par jour qui voyagent entre la ville de Buenos Aires et les quartiers de la banlieue Sud-Ouest, dont la population est vulnérable socio-économiquement. De plus, les travaux devraient également favoriser le développement économique de cette zone.

En outre, l'électrification de la ligne répond aux objectifs du gouvernement argentin de baisse des émissions énoncés dans la 2^{ème} Contribution déterminée au niveau national (CDN) de l'Argentine, ainsi qu'à la promotion d'une mobilité durable.

CHILI

Un appel d'offres sera ouvert en 2023 pour la construction du train électrique reliant l'aéroport de Santiago au centre-ville

Le ministère des Travaux publics a annoncé l'ouverture en 2023 de l'appel d'offres d'une ligne de train 100% électrique. Nommée la Tranvía Aeropuerto Arturo Merino Benítez, elle reliera Santiago à son principal aéroport.

En 2017, ce projet de train avait été proposé au gouvernement chilien par l'énergéticien français Engie. Il a ensuite été catégorisé, le 7 mars 2018, comme projet d'intérêt public par le Conseil des concessions des travaux publics, à la suite de quoi Engie a pu initier des études plus approfondies, pour préparer l'appel d'offres.

Le trajet souterrain de près de 12 km devrait desservir six stations, et reliera l'aéroport de Santiago à deux lignes du réseau de métro de la capitale. L'investissement total est estimé à 400 MUSD. De plus, les trains seront 100% électriques et pourront transporter jusqu'à 300 personnes.

La durée des travaux de construction et la procédure d'obtention des différents permis est estimée à quatre ans, selon le directeur du projet. Si les délais sont respectés, le train

transportera ses premiers passagers avant la fin de l'année 2028.

Cette nouvelle connexion, très largement soutenue par la population, permettra de désenclaver l'aéroport jusqu'alors accessible uniquement par voie routière. Cependant, des avis plus critiques émergent, comme celui de l'ex-directeur du métro de Santiago, qui affirme ainsi qu'un tracé plus judicieux permettrait de diviser par deux la distance et le coût d'investissement de la ligne.

Par ailleurs, ce projet s'intègre aussi dans la politique chilienne de modernisation ainsi que de décarbonation de la mobilité, à laquelle les entreprises françaises participent activement. Par exemple, Alstom équipera en matériel roulant la ligne 7 du métro de Santiago, longue de 26 kilomètres, avec une mise en service prévue en 2027. En parallèle, la capitale chilienne électrifie sa flotte de bus, qui compte déjà plus de 1.700 bus électriques en service, dont une partie est opérée par Engie et Transdev.

PARAGUAY

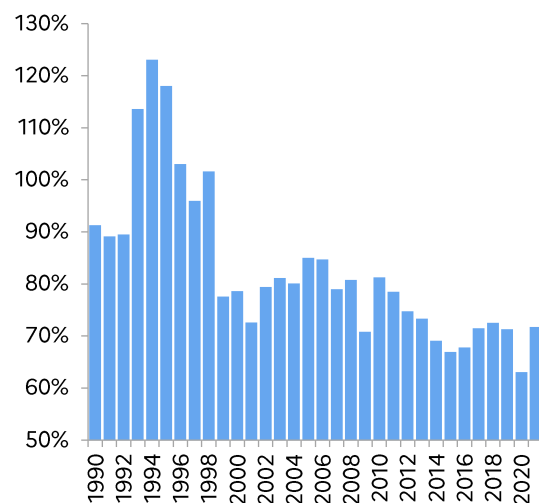
La Banque mondiale met en avant l'importance d'accroître l'ouverture du Paraguay au commerce, aux investissements et à la concurrence

Dans leur rapport « Promouvoir l'intégration internationale du Paraguay », les services de la Banque mondiale soulignent l'importance de poursuivre l'ouverture commerciale du Paraguay, alors que la taille de son marché domestique est modeste. Conjuguée avec une plus grande ouverture paraguayenne aux investissements et à la concurrence, elle

devrait ainsi jouer un rôle central dans le développement économique du pays.

Alors que le commerce représentait près de 70% du PIB au cours de la dernière décennie, les services mettent en avant que l'ouverture commerciale du Paraguay est relativement faible par rapport à son niveau de revenu.

Commerce (% du PIB)



Sources : Banque mondiale, SER Buenos Aires

Le pays a, de plus, perdu des parts de marché dans de nombreux secteurs au cours des dernières années, alors que ses exportations restent peu diversifiées, à la fois d'un point de vue sectoriel (surtout concentrées dans des secteurs à faible valeur ajoutée, tels que le soja, la viande bovine ou bien l'énergie électrique) et géographique (principalement dirigées vers les pays voisins).

La Banque mondiale pointe du doigt le rôle des barrières au commerce qui pénalisent les exportations paraguayennes. Ces barrières se traduisent notamment par des droits de douane élevés, de 9,6% en moyenne en 2019. S'ils sont moins élevés que ceux des autres pays du Mercosur (13,4% en Argentine, 13,3% au Brésil et 10,3% en Uruguay), ils sont bien



supérieurs à ceux du reste de l'Amérique latine (5,3%, en moyenne, pour les pays de l'Alliance du Pacifique). Par ailleurs, les très nombreuses barrières non tarifaires, qui se sont notamment traduites par un recours croissant aux licences d'importation au cours de la dernière décennie, créent également des obstacles à une plus grande intégration régionale et mondiale du Paraguay.

Alors que les services de la Banque mondiale relèvent que la politique commerciale du Paraguay est très fortement conditionnée au Mercosur, ils soulignent aussi que plusieurs mesures pourraient être prises, notamment pour lever certaines barrières non tarifaires, tout en facilitant les échanges en simplifiant et en numérisant davantage les procédures aux frontières.

Les services relèvent aussi que la conclusion d'un accord entre l'Union européenne (UE) et le Mercosur peut ouvrir des perspectives notables au commerce paraguayen. En effet, en étoffant le (jusqu'ici très faible) réseau d'accords de libre-échange dont bénéficie le Paraguay, l'accord UE-Mercosur donnerait accès au pays à un marché de près de 450 millions d'habitants, tout en réduisant les barrières non tarifaires et en ayant un certain nombre de retombées positives, à la fois sur la croissance, l'emploi et les revenus du pays.

Complémentaire à l'ouverture commerciale, davantage d'ouverture aux investissements directs étrangers (IDE), qui ne représentent que 2% du PIB contre, en moyenne, 5% du PIB en Amérique latine, et à la concurrence, serait également bénéfique pour le pays. Les services pointent en particulier la nécessité de moderniser l'arsenal juridique, mettant en avant la loi datant de 1991 qui régit en grande partie les IDE. Ils jugent aussi essentiel de renforcer les institutions chargées de le faire

respecter, prenant ainsi comme exemple la Commission nationale de la concurrence (ou CONACOM), qui dispose d'une capacité institutionnelle qu'ils jugent faible.

URUGUAY

L'Uruguay sera-t-il le prochain centre régional de l'innovation ?

Au cours du forum international « *Test and Invest* » organisé en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement (BID), le ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines (MIEM), Omar Paganini, a annoncé le lancement du tout nouveau programme « *Uruguay Innovation Hub* », qui vise à créer en Uruguay un écosystème technologique de référence mondiale. Le programme sera par ailleurs déployé avec le soutien de l'Agence nationale de recherche et d'innovation (ou ANII), ainsi que du ministère de l'Économie et des Finances et de la BID.

Si les détails de cette nouvelle initiative technologique n'ont pas encore été précisés, les grandes lignes du programme montrent très clairement l'ambition des autorités de maîtriser les technologies de rupture.

Ainsi, dans cette perspective, le programme propose des facilités pour encourager les partenariats public-privé dans les nouvelles technologies. À ce titre, des fonds publics seront mobilisés pour servir de leviers aux investissements privés, ces ressources visant à couvrir l'étape d'amorçage, mais aussi les phases de croissance des startups, dites « *scale-up* ».

L'initiative vise aussi à faciliter l'installation de centres de recherche internationaux dans

l'objectif d'inscrire l'Uruguay dans la chaîne de développement des technologies dites de demain. La presse fait état de partenariats entre le LATU (Laboratoire technologique de l'Uruguay) avec ses homologues étrangers (Microsoft et Newlab, entre autres), dans les domaines de la 5G ou bien de l'intelligence artificielle.

Enfin, le programme a pour ambition de rapprocher le monde de la recherche avec celui de l'entrepreneuriat afin de faciliter la diffusion de l'innovation dans les usages du quotidien.

Les initiatives visant à faire de l'Uruguay un incubateur de startups ainsi qu'un diffuseur de nouvelles technologies se multiplient ces derniers mois. Déjà en avril dernier, le conseil départemental de Colonia a approuvé le projet de ville écologique et connectée +Colonia. Étant située à mi-chemin entre Montevideo et Buenos Aires, cette ville du future ambitionne de devenir un pôle de l'économie de la connaissance et du respect de l'environnement, grâce à l'établissement d'entreprises technologiques, à l'utilisation de la technologie Blockchain et au recours à des techniques de pointe qui permettent de réduire l'empreinte environnementale.



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international